

Ce que décroître veut dire

Éric Pineault

Number 765, June 2013

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/69306ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Pineault, É. (2013). Ce que décroître veut dire. *Relations*, (765), 21–24.

Ce que décroître veut dire

Comprendre ce qui doit décroître et ce qui doit grandir est essentiel pour concevoir le tournant que le Québec doit prendre dans le contexte de la crise écologique.

ÉRIC PINEAULT

Critiquer la croissance, c'est, dans un premier temps, souligner les limites des solutions économiques à la crise écologique actuellement mises de l'avant au Québec, pour ensuite envisager les conditions de possibilité d'une transition écologique radicale – et donc exigeante – autant sur le plan culturel que politique et économique. Une véritable transition implique une série de ruptures, non seulement avec le dogme de la croissance matérielle comme vecteur de progrès, mais plus largement avec le régime de propriété et le mode de consommation et de production qui caractérisent le capitalisme en tant que tel. Finalement, décroître veut aussi dire reconnaître l'existence d'autres types d'économies que cette économie capitaliste et les valoriser.

Or, pour plusieurs, inutile d'aller si loin! Tant à gauche qu'à droite, on pense que les approches qui vont du «capitalisme vert» au «keynésianisme écologique» permettraient d'amorcer une transition vers un autre modèle de croissance en évitant l'effondrement écologique que prédisent plusieurs scientifiques.

La plus sérieuse de ces propositions, le keynésianisme écologique, mise sur des politiques publiques structurantes, en particulier une taxe sur le carbone et des dépenses publiques élevées. Le keynésianisme écologique est certes anti-néolibéral, ce qui lui donne un air de radicalité, et il semble séduisant dans le contexte actuel qui voit notre économie s'enfoncer dans un cycle de longue stagnation renforcé par des politiques d'austérité. Mais il ne va pas jusqu'à rompre avec le capitalisme. Au contraire, une telle approche se présente comme capable de «sauver le capitalisme de lui-même». Par l'investissement public massif dans les technologies vertes et la reconversion écologique des infrastructures (industries, routes, parcs immobiliers), elle pourrait sortir l'économie du piège «stagnation/austérité» tout en évitant les conséquences sociales et écologiques négatives de ce régime. Au Québec, les projets d'électri-

fication des transports et de sortie de notre dépendance au pétrole sont des exemples types de cette approche.

Si elle n'est pas nécessairement contre certains projets de modernisation écologique, l'approche de la décroissance considère néanmoins que le keynésianisme écologique ne peut que différer pour quelque temps (des décennies, des années) l'inévitable effondrement d'un système économique basé sur la croissance illimitée dans un monde biophysique limité. Inévitable, la décroissance serait, dans cette perspective, l'horizon économique indépassable des sociétés humaines. Il s'agit alors de savoir comment elle s'imposera à nous : par un effondrement chaotique des civilisations à mesure que se détériorent les fondements

L'auteur est professeur
au Département de
sociologie de l'UQAM



Raphaëlle de Groot,
Collections (fragment
Hérité de mon père), 2012

écosystémiques de nos sociétés, ou par une transition vers une économie plus conviviale qui réduit non seulement son empreinte écologique, mais aussi son emprise sur les rapports sociaux et la vie en général?

TROIS ÉCONOMIES

Mais d'abord, de quelle économie parlons-nous? L'économie qui doit décroître est celle qui prend la forme d'une *économie monétaire de production* (en l'occurrence capitaliste, mais qui pourrait être organisée selon d'autres modalités). C'est celle que mesure le PIB et dont nous sommes voués à assurer la croissance sous une forme capitaliste depuis les deux à trois derniers siècles. Or, ceux qui réfléchissent à la transition écologique font valoir que celle-ci n'est qu'une de nos trois «économies», au sens étymologique du terme *oikos-nomos*, qui renvoie aux modalités par lesquelles nous assurons la reproduction matérielle de notre société et produisons nos biens et services. Il faut donc aussi tenir compte de l'existence d'une *économie vernaculaire et ordinaire (non monétaire) de production*, propre à un cadre de production domestique ou communautaire, et de ce que nous pouvons nommer une *économie naturelle*, que représentent les écosystèmes avec lesquels nous coproduisons la structure métabolique de notre société. La notion de structure métabolique, élaborée par le sociologue John Bellamy Foster, renvoie à la reconnaissance du fait que notre société dépend non seulement des processus métaboliques de la nature (grands cycles géobiochimiques), mais aussi du fait que depuis l'avènement de l'agriculture et la sédentarisation des sociétés humaines, nous participons activement et massivement à la formation et à la régulation des écosystèmes dont notre mode de vie dépend; cette participation s'exprime notamment à travers les diverses cultures.

Or, depuis quelques siècles la croissance de l'économie monétaire de production capitaliste se fait aux dépens de ces deux autres types d'économie, menaçant autant les rapports sociaux qui forment le cœur vernaculaire de notre société que les équilibres écosystémiques fondamentaux sur lesquels repose l'économie naturelle. Décroître signifie donc renverser l'emprise de cette économie monétaire sur les deux autres autant qu'effectuer de profonds changements dans la base technologique de notre mode de production et nous défaire d'une norme de consommation fondée sur le gaspillage. Décroître, c'est accepter de consacrer plus de temps et de ressources sociales au développement des activités et institutions de l'économie vernaculaire, ce qui implique de revaloriser les activités de production de biens et services qui s'effectuent dans le cadre domestique et communautaire (tout en tenant compte de la nécessaire reconfiguration des rôles sociaux de genre dans ces sphères). Cela peut se traduire, par exemple, par une plus grande produc-

tion et transformation agro-alimentaires sur le plan local, et par une plus grande part d'activités consacrées à l'entretien, la réparation et la ré-utilisation de biens durables et semi-durables qui, actuellement, sont plutôt produits selon le principe de l'obsolescence accélérée.

Quant à l'économie naturelle, il faut non seulement veiller à ce que nos systèmes productifs tiennent compte de la lenteur et des limites métaboliques des écosystèmes, mais aussi améliorer notre interrelation avec les écosystèmes eux-mêmes afin de faire exister des communautés écologiques riches, complexes et diversifiées – osons dire «belles» –, là où nous engendrons présentement des friches déstructurées, des monocultures et surtout des déserts urbains ou péri-urbains. Le développement économique ne doit plus être jugé à l'aune de la croissance du PIB, de même que le temps de travail consacré à l'économie monétaire de production doit être diminué significativement au profit d'un temps d'activité non rémunéré consacré aux deux autres sphères économiques. De tels propos, sous leur forme abstraite, peuvent sembler raisonnables, mais leurs implications concrètes sont rien de moins que révolu-

Raphaëlle de Groot,
Collections (fragment
Petite lampe articulée),
2012



tionnaires. Elles constituent des ruptures culturelles et sociopolitiques profondes et globales que nous ne sommes malheureusement peut-être pas encore prêts à vivre, et surtout, à provoquer.

LA TRANSITION, UNE RÉVOLUTION CULTURELLE

Au Québec, il existe un consensus à l'effet que la transition écologique nécessite d'importants changements dans la base énergétique de notre économie. Le débat public est déjà entamé sur comment nous pouvons « sortir du pétrole » grâce à notre vaste potentiel hydroélectrique ainsi que par la mobilisation de nouvelles (et vieilles) sources énergétiques renouvelables telles que l'éolien, le solaire, la géothermie et la biomasse ligneuse (bois et résidus de bois). Mais la perspective de la décroissance est beaucoup plus exigeante; elle exige que nous réduisions notre usage de l'énergie afin de soutenir la sortie du pétrole et du charbon chez nos voisins immédiats. Une telle « descente » énergétique nécessitera d'importantes modifications de nos habitudes de transport, et donc, dans notre rapport à la distance et à la vitesse. Elle impliquera aussi un mode de production et de distribution de l'énergie beaucoup plus décentralisé et diversifié en termes de sources d'approvisionnement. Il faut penser à une mosaïque énergétique, ancrée localement et régionalement.

La même chose doit être dite de la base matérielle de notre vie quotidienne: l'habitat, les véhicules et la multitude de choses qui nous entourent. La décroissance implique de développer un mode de production et de circulation des biens basé sur le développement de circuits économiques courts plutôt que longs, minimisant les transports et les intermédiaires – et ce, non seulement dans le domaine agro-alimentaire, mais aussi dans le domaine des produits manufacturés. De cela découle la nécessité de mieux ancrer localement nos systèmes productifs et de promouvoir la décentralisation et la différenciation de la production et des produits en fonction des potentialités locales. On peut, par exemple, facilement envisager la chose dans le secteur de la construction/rénovation de bâtiments résidentiels et commerciaux, où les matériaux pourraient mieux refléter les économies naturelles, un peu comme le terroir se manifeste sur le plan agro-alimentaire. Pensons à un meilleur usage du bois comme matériau de structure – en particulier les bois francs dans le sud du Québec – ainsi que des matériaux isolants de source végétale.

On peut se réjouir qu'une telle transition se traduise par une certaine ré-industrialisation de l'ensemble des régions du Québec et, en cela, le point de vue présenté ici rejoint celui du keynésianisme écologique. Mais cette transition signifie aussi et surtout la décroissance générale de notre dépendance à la production industrielle, parce qu'il nous faut réduire dans l'absolu notre consommation matérielle

et éliminer toutes les formes de gaspillage qui sont actuellement des moteurs d'une croissance économique liant surproduction et surconsommation. Cela signifie également que le temps libéré par la réduction du temps de travail ne pourra pas être consacré à plus de consommation et au flânage dans les centres commerciaux, mais devra être consacré au moins en partie à des activités dans la sphère domestique ou communautaire (production, entretien, réparation). Une même révolution est à faire dans le secteur des services. Et dans les deux cas, cette ré-inscription dans notre quotidien d'activités vernaculaires nécessitera de réapprendre des savoir-faire oubliés. Il faudra se questionner finalement sur la division fonctionnelle du territoire québécois, c'est-à-dire repenser autant l'urbanité et la ruralité que leur interrelation. Est-ce viable que la moitié de la population vive concentrée dans la grande région métropolitaine? Qu'en est-il de cet entre-deux qu'est la ville-dortoir de banlieue et qui est profondément incompatible avec la décroissance?

Ainsi, une transition faite dans une optique de décroissance provoquera un bouleversement fondamental de notre mode de vie. Une telle révolution est culturelle dans le sens profond du terme: elle implique, d'une part, la nais-

En particulier, il faudrait faire de l'économie sociale un principe et un vecteur d'une économie vraiment socialisée plutôt qu'un simple secteur à développer en complément du secteur capitaliste, comme c'est le cas actuellement.

sance d'une nouvelle culture et, d'autre part, une critique radicale des structures de notre quotidien, de nos valeurs et de nos aspirations, critique qui est passablement rebutante et peut même paraître régressive. La décroissance a beau se vouloir conviviale, elle commande une simplicité qui est loin d'être évidente – ni même volontaire! Le choc culturel à venir sera aussi important que celui qu'a connu le Québec lorsqu'il devint une société industrielle et urbaine au XX^e siècle.

UNE RÉVOLUTION ÉCONOMIQUE?

Nous avons jusqu'ici fait abstraction du caractère *capitaliste* de l'économie monétaire de production, comme si sa tendance productiviste ne s'incarnait pas dans des rapports sociaux particuliers et relevait simplement de valeurs ou d'une idéologie. C'est d'ailleurs trop fréquemment de cette manière que les tenants de la décroissance abordent cette question. Or, comme le soulignent Fred Magdoff et John Bellamy Foster dans *What every environmentalist needs to know about capitalism* (New York, Monthly Review Press, 2011), la tendance à l'expansion continue de l'économie

monétaire de production découle directement de son caractère capitaliste, qui fait de l'accumulation du capital sa finalité. Le PIB que cible la décroissance n'est qu'un reflet de la logique plus fondamentale d'accumulation. Et donc, pas de décroissance sans une transformation majeure – une révolution – dans les relations sociales de propriété qui caractérisent l'économie monétaire de production.

Pour faire court, les rapports de propriété dans l'économie monétaire de production doivent être socialisés sur une base non productiviste (car une socialisation productiviste consacrée à la croissance fut au cœur des expériences des socialismes totalitaire et social-démocrate du XX^e siècle). Cela veut dire que la corporation de droit privé, la société par actions à qui on attribue une personnalité morale et qui vise l'accumulation infinie, doit être interdite et abolie comme forme de propriété. Quelles nouvelles relations sociales de propriété devront la remplacer? Il y a de multiples institutions et traditions qui existent toujours et qui peuvent nous permettre d'impulser un changement vers des formes de propriété non capitalistes et non totalitaires. En particulier, il faudrait faire de l'économie sociale un principe et un vecteur d'une économie vraiment socialisée plutôt qu'un simple secteur à développer en complément du secteur capitaliste, comme c'est le cas actuellement. La propriété entrepreneuriale pourrait être

Certains socialistes et écologistes radicaux espèrent lier la décroissance à l'anticapitalisme et à un nouvel esprit du socialisme. Dans cette optique, la transition pourrait s'inscrire dans un contexte de lutte de classes potentiellement capable de contester directement les structures de pouvoir du capitalisme.

tolérée uniquement dans la mesure où elle serait sévèrement balisée et limitée dans son potentiel d'expansion et d'exploitation. La finance privée céderait la place à une finance socialisée et réglementée. Il faudra mieux utiliser les formes de propriété ou de possession alternatives qui existent déjà comme la coopérative de solidarité, l'organisme à but non lucratif, la fiducie à vocation communautaire et l'entreprise publique. Ces formes de propriété autour desquelles pourrait se construire une économie monétaire de production socialisée et écologique sont connues et compatibles avec le projet de la décroissance, mais elles sont profondément étrangères aux logiques culturelle et de classe du capitalisme avancé. De ce fait, une transition vers une économie centrée sur ces formes rencontrera inévitablement une forte résistance culturelle de la part d'une population habituée à l'entreprise privée et, surtout, une âpre et certainement violente résistance politique et économique de la part d'une élite d'affaires liée au capitalisme. Il serait irresponsable de présenter les choses autrement, comme on a tendance à le faire généralement.

COMMENT INITIER LA TRANSITION?

Comment initier une transition qui implique de telles ruptures culturelles, politiques et économiques? Force est d'admettre que les études sur la décroissance offrent des réponses profondément ambivalentes et je dirais insatisfaisantes à cette question. Pour plusieurs critiques de la croissance, souvent issus du milieu scientifique et ayant peu de liens avec les mouvements de contestation sociale, la réponse était évidente: c'est par un discours raisonné et argumenté, qui s'adresse au pouvoir, que la transition sera initiée une fois que l'élite politique et le public en général auront pris connaissance de leurs analyses et conclusions. Portée par les Meadows du Club de Rome, Harvey Mead ici au Québec ou un scientifique de la stature du climatologue James Hansen, la stratégie de la délibération publique et de la conversion scientifique de l'élite d'État demeure le véhicule qu'ils ont privilégié pour penser la transition à l'intérieur des cadres de la démocratie libérale.

L'échec patent de cette approche a débouché sur une seconde conception de la transition qui passe, en premier lieu, par une période apocalyptique d'effondrement écologique. Celui-ci devrait, dans le meilleur des cas, éveiller les consciences ou, dans le pire des cas, se traduire par un effondrement civilisationnel qui épargnerait les communautés déjà engagées à petite échelle dans une transition. C'est en partie dans cette optique que le mouvement des villes en transition s'est établi ici au Québec, en mobilisant les communautés afin qu'elles développent leur résilience pour faire face à l'effondrement inévitable. Ce millénarisme qui combine utopie et petites communautés contre-culturelles n'a aucune chance de devenir un mouvement de masse et une force politique significative, mais il constitue un terreau fertile pour expérimenter les ruptures culturelles qu'implique la décroissance.

Une troisième réponse a été proposée par des socialistes et écologistes radicaux qui espèrent lier la décroissance à l'anticapitalisme et à un nouvel esprit du socialisme. Il faut préparer une «révolution» écologiste, comme le souhaitent John Bellamy Foster et d'autres écosocialistes. Une telle proposition a l'avantage de pouvoir s'arrimer à la tradition de mouvement de masse du salariat et des classes populaires, et de s'adresser aux syndicats et aux groupes sociaux activement engagés dans la lutte contre le néolibéralisme. La transition pourrait alors s'inscrire dans un contexte de lutte de classes potentiellement capable de contester directement les structures de pouvoir du capitalisme, ce dont les autres stratégies de transition ne tiennent pas compte. Mais la limite principale de cette approche est qu'actuellement, les forces sociales anti-néolibérales, telles que les organisations syndicales les plus militantes, sont plutôt engagées dans une lutte contre l'austérité, contre la stagnation et donc pour un retour de la croissance... Une contradiction de plus dans ce que décroître veut dire au Québec. ●